

# ENSEMBLE

## LA LETTRE D'INFORMATION

Bimensuelle | mi octobre 2011 - N° 19



### EDITO

PAR ANTOINE FATIGA,

Bravo les guerrières, le combat continue.

Qui n'a pas entendu parler de la lutte des salariées du magasin

ED/DIA à Albertville ?? Ces salariées qui avec le soutien de la population, des organisations syndicales, des élus et notamment le Front de Gauche, mènent depuis 104 dimanche, une bataille contre le travail du dimanche.

Elles ont remportées une première victoire. En effet, le groupe ED/DIA a mis en gérance le magasin d'Albertville. Le nouveau locataire gérant s'est engagé à respecter chaque salariée dans son non volontariat et son opposition au travail du dimanche.

Mais le combat continue, dans le collectif de défense du repos dominical qui, lui, mènera des actions, sur le plan local et national, pour faire abroger la loi Maille du 10 août 2009, proposera une loi, identique à tous types de commerce de grande distribution (plus de discrimination), qui réinstaurera le repos dominical obligatoire, et pour les quelques dérogations, la base, le socle du volontariat avec une doublement du taux horaire.

Le collectif va ainsi interpellier nos députés et autres sénateurs, élus, profiter de cette année 2012 d'élections, présidentielle et législatives, pour qu'ils prennent position clairement sur ce combat contre le travail du dimanche dans la grande distribution.

Cet appel a déjà été entendu coté Sénat par Annie David, sénatrice FdG de l'Isère et nouvelle présidente de la commission des affaires sociales au sénat qui avait déjà déposé un projet de loi en ce sens et coté Assemblée Nationale par Marie Georges Buffet, députée et porte parole du Front de Gauche, présente à Albertville le dimanche 9 octobre, elle aussi travaille à un dépôt de proposition de loi et a déjà écrit au ministre du travail sur le sujet.

Nous avons ce dimanche 16 octobre partagé le verre de l'amitié, pour fêter cette première bataille gagnée grâce au combat collectif. Belle illustration aussi de victoires de femmes dans cette quinzaine de l'égalité prônée par la région Rhône-Alpes.

Bravo aux 6 « guerrières ».

### Sommaire :

- Edito.....p.1
- Session régionale.....p.2
- Budget/Finances.....p.3
- Foncier - SPRF.....p.4
- Egalité Fe-Ho.....p.5
- Initiative Energie.....p.6
- 3 questions à.....p.7

### Contact :

Groupe Front de Gauche, Ensemble, Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et Partenaires

Région Rhône-Alpes

1 esplanade François Mitterrand - CS 20033 - 69269 LYON CEDEX 02

Tel : 04 26 73 40 95

Fax : 04 26 73 14 67

Site Internet:

[www.frontdegauche-rhonealpes.fr](http://www.frontdegauche-rhonealpes.fr)

E-mail : [contact@rhonealpes.fr](mailto:contact@rhonealpes.fr)

RETROUVEZ TOUTE  
NOTRE ACTUALITE  
SUR INTERNET

[www.frontdegauche-rhonealpes.fr](http://www.frontdegauche-rhonealpes.fr)



### LE FRONT DE GAUCHE OBTIENT LA TARIFICATION SOCIALE DANS LES CANTINES DES LYCÉES POUR LA RENTRÉE 2012

Vers une politique tarifaire régionale modulée selon le quotient familial...

Lors de la session régionale du 13 octobre 2011, le Groupe Front de gauche a obtenu l'adoption d'un voeu permettant d'appliquer dans l'ensemble des lycées Rhônalpins la tarification des repas à la cantine en fonction du revenu familial. Une avancée énorme vers plus de justice sociale. De nombreux établissements de primaires et collèges l'appliquent déjà et que seuls les lycées dérogeaient jusqu'à maintenant à cette règle. Le groupe se félicite donc de l'adoption de cette mesure qui devrait s'appliquer dès la rentrée prochaine.

Texte de l'amendement: La loi de décentralisation du 13 août 2004 a confié aux régions et aux départements « l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique » dans les établissements dont ils ont la charge. Par décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les



élèves de l'enseignement public, l'encadrement des tarifs par l'Etat a été supprimé, et la compétence pour le fixer transférée aux collectivités locales de rattachement.

Depuis cette date, la Région Rhône-Alpes a décidé de maintenir les modalités d'exploitation en usage dans les établissements, et d'encadrer les hausses annuelles des tarifs de façon à mieux harmoniser les tarifs entre les établissements selon les différents publics (élèves, commensaux selon leur statut et passagers).

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

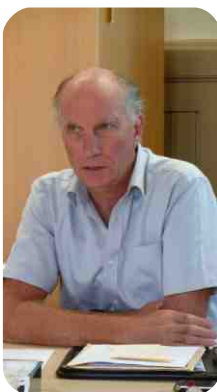
## DÉLIBÉRATIONS LYCÉES

*par Gilles RAVACHE,*

Il s'agit de cinq délibérations concernant les lycées de Rhône-Alpes.

Elles interviennent après la rentrée la plus difficile qu'ait connue l'éducation nationale depuis des années. La dégradation est générale de la maternelle au lycée.

Partout nous avons connu des fermetures de classe, des classes surchargées, des postes d'enseignants non pourvus. La réforme du lycée en classe de première après la seconde est une véritable casse. Ces bouleversements sont imposés aux enseignants que l'on transforme en simples exécutants de décisions auxquelles ils n'ont pas été associés. La filière scientifique et la filière technique sont démantelées. Ainsi la création de la STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable) réduit la diversité des voies technologiques et supprime leur caractère professionnalisant. Dans notre région à forte tonalité industrielle c'est la formation des futurs



professionnels qui est dégradée.

La suppression de 50.000 postes ces cinq dernières années s'accompagne d'une flambée des heures supplémentaires, de l'emploi de vacataires précaires et de la mise en poste de jeunes privés de l'année de formation qui leur permettait de se préparer au métier d'enseignant.

La politique suivie ces dernières années s'oppose à ce qui devrait être l'objectif de la nation : assurer le meilleur niveau d'étude à tous ses enfants. La rupture est profonde puisque la droite, les tenants du libéralisme théorisent maintenant que l'objectif de mener tous les élèves au niveau du baccalauréat est impossible, voire même la cause des difficultés. Ils affirment maintenant que pour une partie de nos enfants il faut renoncer, et leur réserver des voies plus courtes, des sorties de scolarité anticipées, dès 14 ans. Et je n'exagère pas puisque ce matin on nous apprend que le ministre Chatel a décidé de soumettre les enfants de cinq ans à évaluation pour les classer en trois catégories « rien à signaler » - « à risque » - « à haut risque ». C'est un cauchemar et nous soutenons les associations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants qui réclament l'abandon de ce projet.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

## DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2012

par *Elisa MARTIN*,

Nous accordons tout le sérieux nécessaire à nos débats. Nous ne pratiquons pas le patinage artistique donc n'avons pas de figure imposée.

Nous devons donc dire ce qui nous paraît nécessaire à cette étape de la construction budgétaire et dans le contexte, fort difficile que les rhône-alpins vivent. Inutile d'en dire plus sur ce point précis c'est fort bien décrit dans le document.

La crise ne faiblit pas. Le système financier et capitaliste qui nous domine est à bout de souffle. Les banques tournent totalement le dos à l'économie réelle. La dette devient un prétexte à l'austérité. Je veux clarifier notre position sur ce point : nous considérons qu'il y a de l'intox. En effet estimer à 85% du PIB le montant de la dette est un non sens puisque les titres de la dette courent en moyenne sur 7 ans (et non une année comme le laisse entendre la présentation disons « habituelle ») il faut donc calculer la dette sur toute sa période de remboursement, ce qui ramène son poids à 12% du PIB.

Les comptes sociaux sont en déséquilibre non pas car la protection sociale serait trop coûteuse mais car la situation terrible de chômage la prive de recettes.

La France a des difficultés financières car l'Etat UMP a volontairement vidé les caisses à coup d'exonérations fiscales pour les entreprises (70 Millions d'E), et aux autres niches fiscales qui privilégient les plus riches. C'est un peu facile de ne



parler que de dépenses quand on est muets ou presque sur les recettes.

La difficulté n'est pas liée à la dette en tant que telle même si il est absolument impératif de ne pas jeter l'argent par les fenêtres évidemment, mais aux politiques libérales qui mènent à l'appauvrissement généralisé du pays. Et le remède qu'on cherche à lui infliger ne fait qu'aggraver la situation.

Donc la première chose à dire est que nous refusons la rigueur et le plan Fillon qui en est l'acte concret. Si nous avons encore des doutes là dessus, demandons au peuple grec ce qu'il pense de l'efficacité de ces politiques. Leur réponse sera unanime.

La Loi de finances 2012 est dans la même veine et ne peut nous convenir. On atteint un niveau certain de cynisme quand la communication officielle du gouvernement repose sur le satisfecit du FMI relatif à la RGPP ayant conduit à la suppression nette de 150 000 emplois. Comment s'étonner alors du constat généralisé de désorganisation totale des services de l'Etat. Ou encore les 5.5 milliards d'économies sur nos retraites que le FMI (encore lui) considère comme « un pas dans la bonne direction ». Quant aux collectivités leur cure d'austérité se poursuit puisque a bien été confirmé le gel des dotations, il est même question de poursuivre l'économie de 1 milliard d'E réalisée fait sur leur dos, sur notre dos. Tout cela au motif que nous devons participer à l'effort de désendettement de la France. Alors que pour le coup l'ensemble de la dette des collectivités correspond à des dépenses actives d'investissement ce qui n'est pas le cas de la structure de la dette de l'Etat dont on connaît les causes comme dit plus haut.

Alors pourquoi se précipiter à voter les budgets ?

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

## SI LE GOUVERNEMENT VEUT IMPOSER UNE RÉDUCTION DE BUDGET, À LA RÉGION NOUS PROPOSONS DE NE PAS TOUCHER À CE QUI FAIT DIRECTEMENT LA VIE DES FEMMES ET DES HOMMES

Valérie Pécresse, ministre du Budget, a présenté jeudi 29 septembre le projet de loi de finance pour 2012. Comme prévu elle a annoncé l'austérité généralisée, pour les Français et les collectivités locales. Elle l'a clairement située dans l'objectif de rassurer les marchés financiers.

C'est gravissime car en démocratie la souveraineté appartient au peuple et le gouvernement n'a de compte à rendre qu'au peuple. En se pliant aux marchés la droite rompt le pacte républicain.

A l'heure de préparer le budget régional pour 2012 nous voyons socialistes et écologistes prêts à céder aux injonctions du gouvernement de participer aux réductions des budgets publics, des collectivités, dont la nôtre.

Or on n'attend pas de la gauche de rassurer les agences de notations pour garder un triple A qui ne nous empêche d'ailleurs pas de rencontrer des difficultés pour emprunter auprès des banques.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

## FONCIER

### STRATEGIE FONCIERE POUR UN AMENAGEMENT DES TERRITOIRES EQUILIBRE, SOBRE ET DYNAMIQUE

par *Elisa MARTIN*,



Le foncier est un enjeu majeur. Pourquoi ? Comme l'eau, il est un bien commun. Comme la planète, il est fini et épuisable et il ne peut être gaspillé.

Depuis 1945, les zones aménagées ont doublé. En quelques dizaines d'années, nous avons urbanisé et aménagé davantage qu'en plusieurs millénaires.

En RA, 7000 hectares agricoles par an sont consommés, soit en 15 ans l'équivalent des surfaces agricoles du Rhône.

Quel bilan rapide en tirer ?

A l'essentiel, c'est le marché qui a présidé à la consommation du foncier. Le résultat en est l'exclusion de pans entiers de la population des lieux de vie. Cela les a contraint pour se loger à des prix abordables à s'éloigner des centres urbains. Qui peut

se payer un logement à 4000 E le m2 comme c'est le cas à Lyon.

Or le rêve pavillonnaire, qui caractérise les villes dites en ruban synonyme d'étalement urbain, s'est petit à petit transformé en galère quotidienne pour se déplacer, pour accéder au service public que la droite avec la RGPP a fait disparaître, pour accéder à l'emploi.

Les conditions de vie se sont fortement individualisées. Les temps de transport subis chronophages, coûteux, destructeurs pour l'écosystème se sont considérablement allongés. L'idée de passer des heures, seuls, dans une voiture n'est pas enviable.

Petit à petit des fractions entières de la population deviennent des laissés pour compte de l'action des politiques publiques. Les territoires sont désertés.

La réforme territoriale accentuera ce phénomène puisqu'elle veut faire entrer les grandes villes dans la concurrence internationale au détriment du reste du territoire avec l'autoritarisme antidémocratique comme moyen d'atteindre ses fins.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

## FORMATION CONTINUE

### DELIBERATION COMPETENCES PREMIERES

par *Armand CREUS*,



DE QUOI S'AGIT-IL :

D'un projet de délibération organisant l'un des axes du SPRFP adopté dans la délibération n°11.02.203 à l'AP des 7/8 avril 2011. Le SPRFP est structuré sur 3 axes :

- Les Compétences premières
- La qualification professionnelle
- La certification.

Le rapport soumis au vote décline des propositions sur le 1er axe : les Compétence premières définies comme «... l'acquisition/actualisation des savoirs fondamentaux permettant une intégration citoyenne, sociale et économique des individus ».Elles constituent la structure de base à partir de laquelle les formations qualifiantes et certifiantes peuvent être engagées (...).

Le public visé : « demandeurs d'emploi et publics salariés en appui aux projets individuels et collectifs

de formations »

Le rapport diagnostique

« L'intervention régionale bien qu'importante et de qualité (...), pâtit actuellement d'une structuration insuffisante ... »

Le rapport propose une simplification des outils de formation autour de 3 dispositifs (le 1er étant la « Programmation compétences premières » c'est-à-dire « l'offre structurée spécifique de la Région dans le domaine des compétences premières ». Le 2° ce sont les « Actions de soutien aux Projets individuels et collectifs » complémentaires et le 3° les autres « Actions partenariales compétences 1ères »

=soutien de la région auprès d'Ets de type E2C .Lycée Magenta ou EPIDE. »

Ces 3 dispositifs se substituant notamment aux actuelles AOF et pour partie à la PSP ainsi qu'à certains dispositifs de formation en direction des salariés. »

Le Public concerné : 10 000 personnes par an pour un budget de quelque 25 millions d'€, gérées essentiellement par les CTEF.

[Pour lire la suite, cliquez ici](#)

# EGALITE FEMMES/HOMMES

## QUINZAINE DE L'ÉGALITÉ

**« C'EST ENSEMBLE, FEMMES ET HOMMES QU'IL FAUT LUTTER POUR UNE ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOUTES ET TOUS DANS NOTRE SOCIÉTÉ »**



*par Danielle LEBAILL,*

Après la création d'une délégation à l'égalité femmes/hommes, une première délibération votée en début d'année, la Région est à l'initiative de la première quinzaine de l'égalité femmes-hommes qui se déroulait du 7 au 21 octobre. C'est une profonde satisfaction de voir que la question de l'égalité des sexes trouve enfin un écho institutionnel par le biais de notre Région et d'initiatives originales comme la quinzaine.

Forte de son succès dans l'ensemble des territoires Rhônalpins, de la diversité de ses thématiques, de la multiplicité des partenaires et intervenants, la quinzaine marque un temps fort de l'activité régionale.

L'élue communiste, Cécile Cukierman, qui porte cette délégation a su mobiliser un panel d'acteurs reconnus et diversifiés (collectivités, associations, syndicats, collectifs citoyens...) et favoriser ainsi un débat ouvert et une approche qualitative du sujet, loin des clichés et des clivages.

Les citoyen-nes qui étaient présents lors des

différentes rencontres ont pu se rendre compte de l'importance et de la difficulté de traiter le thème de l'égalité de genres. La question reste en effet une problématique de société loin d'être réglée, ici comme ailleurs. Ils ont sûrement senti qu'il s'agit encore d'un sujet sensible, voire tabou, d'où la nécessité de sensibiliser les publics, de débattre et faire connaître les initiatives portées par nombre d'associations. Une thématique qui ne doit pas se contenter d'être célébrée ponctuellement mais qui doit intégrer l'ensemble de nos politiques, en parfaite transversalité. C'est pour cette raison que la quinzaine ne coïncidait ni avec la journée du 8 mars, ni avec aucune autre célébration de ce type.

Saluons enfin la dimension démocratique de la démarche qui a donné naissance à cette quinzaine, puisque ce sont des centaines d'actrices et d'acteurs de Rhône-Alpes rencontrés dans l'ensemble des départements Rhônalpins qui ont initiés cet événement et permis de cibler les enjeux.

Je fais pleinement confiance à Cécile Cukierman, récemment élue sénatrice au sein d'une assemblée dont elle est la benjamine, pour porter une nouvelle politique régionale « égalité femmes/hommes » ambitieuse et transversale.

Alors à la question qui était en débat durant cette quinzaine : « l'égalité a-t-elle un sexe », je répondrais que c'est l'inégalité qui a un sexe malheureusement, et il est féminin...

Sur le plan professionnel, politique, familial, le combat est à poursuivre et c'est ensemble, femmes et hommes qu'il faut lutter pour une égalité des droits pour toutes et tous dans notre société. Il ne peut y avoir de société émancipatrice sans une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

## QUINZAINE DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES EN RHÔNES-ALPES



## Journée d'échanges et de propositions

à l'initiative du



### QUELLE POLITIQUE PUBLIQUE DE L'ÉNERGIE EN RHÔNE-ALPES ?

Quelles réponses publiques des  
collectivités territoriales aux  
nouveaux enjeux de l'énergie ?

**Samedi 5 novembre 2011 – 9H/15H**

- Repas de midi prévu sur place -

Mairie de Portes-lès-Valence  
Place de la République  
**26800 – PORTES-LES-VALENCE**

En partenariat avec le **CIDEFE 26**

### CIDEFE

Formation

Centre d'Information, de Documentation,  
d'Etude et de Formation des Elus.

Groupe Front de Gauche - Conseil Régional Rhône-Alpes - 1 Esplanade F. Mitterrand - 69269 Lyon Cedex 02  
Tel : 04.26.73.52.08 Fax : 04.26.73.44.67  
Courriel : fdg@rhonealpes.fr - Site : www.frontdegauche-rhonealpes.fr

OUVERTURE ET ANIMATION DE LA  
JOURNÉE :

JEAN-MICHEL BOCHATON  
MAIRE ADJOINT DE PORTES-LÈS-  
VALENCE, VICE-PDT DE « VALENCE  
AGGLO SUD RHÔNE-ALPES »,  
PDT DU CIDEFE 26  
TÉMOINS TERRITORIAUX /

INTERVENANTS :

- VALÉRIE GONCALVES : ANIMATRICE  
DE LA COMMISSION « ENERGIE » AU  
SEIN DU PCF
- GILLES PEREYRON, MEMBRE DU CESER  
RHÔNE-ALPES, ANCIEN ÉLU CCE EUROPE  
D'EDF
- CORINNE MOREL-DARLEUX :  
CONSEILLÈRE RÉGIONALE 26, MEMBRE  
DE LA COMMISSION RÉGIONALE «  
ENERGIE ET CLIMAT », SECRÉTAIRE  
NATIONALE À L'ÉCOLOGIE DU PG
- PHILIPPE LEEUWENBERG :  
CONSEILLER GÉNÉRAL DE LA DRÔME  
DÉLÉGUÉ À LA FILIÈRE BOIS

### QUELLES RÉPONSES PUBLIQUES AUX ENJEUX DE L'ÉNERGIE ?

Défi majeur pour l'avenir, la question de l'énergie se pose avec acuité aux collectivités. Rhône-Alpes, qui produit 25% de l'électricité française, avec une diversité de modes de productions dans ses 8 départements, porte une responsabilité dans le débat.

Nucléaire, réchauffement climatique, l'énergie est au coeur de nombreux débats qui passionnent nos contemporains, voire déchaînent les passions. La mobilisation sur les gaz de schiste montre à quel point les citoyen-ne-s se sentent concerné-e-s et sont

prêt-e-s à se mobiliser avec leurs élu-e-s. Nous sommes tous aujourd'hui conscients de l'urgence d'agir en profondeur, convaincus de l'importance de débattre et de mettre nos arguments en débat avec les citoyen-ne-s.

Le Front de Gauche porte l'ambition d'une maîtrise publique, citoyenne et démocratique de l'énergie. Seul un service public renoué, porteur de valeurs sociales, environnementales et politiques publiques de l'énergie, pourra être garant de l'intérêt général et mettre en oeuvre la planification écologique de la transition, sur le long terme et loin des intérêts marchands. La transition énergétique ne se fera pas sans une vaste mobilisation populaire. C'est une question de

démocratie qui nous engage toutes et tous. Les élus locaux sont de plus en plus confrontés aux problématiques énergétiques et à leurs déclinaisons au sein de leurs territoires.

Face à la marchandisation grandissante du secteur de l'énergie (ouverture à la concurrence, loi NOME, bourse de l'énergie, spéculation, transfert aux collectivités des impayés), quelles politiques publiques de l'énergie doivent mener les collectivités pour permettre la préservation du service public de l'énergie ? Comment, pour les élus, prendre en compte la multiplication des solutions alternatives et aspirations nouvelles sans participer à casser le service public de l'énergie ?

**Inscription obligatoire en cliquant ici**

## A venir

**Commissions thématiques**  
Jeudi 1er et Vendredi 2 décembre

**Assemblée plénière**  
14, 15 et 16 décembre

**Ordre du jour prévisionnel:**  
Budget 2012

## QUAND LA JUSTICE INVENTE LE CRIME DE SOLIDARITÉ AVEC LES PLUS DÉMUNIS !

Gérard Piel, conseiller municipal communiste d'Antibes, président du groupe Front de Gauche au Conseil Régional PACA et militant pour le droit au logement, vient d'être condamné pour outrage à huissier.

Son seul tort, agir aux cotés des plus démunis et s'être opposé à une expulsion locative dans une ville qui ne compte que 6,4% de logements sociaux.

Après avoir criminalisé l'action syndicale, il s'agit d'interdire aux élus de la République de défendre celles et ceux qui font les frais de la crise économique.

Nous exprimons notre entière solidarité et refusons toute criminalisation de l'action militante, qu'elle soit syndicale ou politique.

[Pour signer la pétition cliquez-ici](#)

## Dans les luttes

### 3 QUESTIONS À

Anne CHARMASSON,  
Membre du collectif  
'femmes en révolutions'



**Du 26 au 30 septembre se déroulait à Lyon l'initiative « femmes en révolution », des débats et témoignages de femmes du Maghreb au Proche-Orient, quel a été le succès de cet évènement?**

Cette semaine a mobilisé près d'un millier de personnes en divers points de l'agglomération lyonnaise et de ses alentours. Les salles ont été remplies au delà de nos espérances à chaque débat public ou rencontre dans les centres sociaux. Nos invitées ont témoigné des évènements qu'elles ont vécus lors des émeutes, des révoltes, des processus révolutionnaires, intervenus à la barbe de tous les analystes occidentaux, dans des pays de dictatures pluri-décennales. Elles ont décortiqué les droits et les manques criants en matière de justice dans leurs pays, elles ont évoqué les nouveaux modes d'expression médiatique qu'elles utilisent au quotidien, elles ont partagé leurs analyses sur l'engagement au féminin et la nécessaire prise de parole pour l'égalité entre femmes et hommes, que ce soit sur les lieux de travail, dans la sphère familiale comme dans les mobilisations de rue.

**Qui est le collectif solidarité et quels sont ces objectifs ?**

Le collectif à l'origine de cette initiative regroupe des associations féministes et féminines ( MFPP, Femmes solidaires, FCI, CIDDF, EPI, FIJIRA,MMF, Osez le féminisme) , des associations culturelles et des collectifs de soutien aux révolutions dans les pays du Maghreb et du Proche Orient. Il a été soutenu par des syndicats et des organisations politiques dont celles du Front de Gauche et par des collectivités territoriales dont la Région. Il s'est constitué en toute solidarité pour donner un écho

aux combats des femmes. Nous avons constitué , à l'issu de cet évènement, un réseau « Femmes en révolutions (Tunisie, Egypte, Libye, Palestine, Irak, Syrie, Maroc, Algérie et France,..) .C'est un réseau d'alerte et de mobilisation qui fonctionnera à

travers des outils et ressources existant et s'est donné rendez-vous pour de nouvelles rencontres dans les deux ans...L'urgence est de faire valoir les droits des femmes à la participation à la vie politique et à l'amélioration de leur statut juridique, indispensables pour assurer leur présence dans tous les lieux de décision politique.

**Après « femmes en révolution », « la quinzaine de l'égalité » organisée par la Région, se déroule en ce moment. Pensez-vous que les luttes pour les droits des femmes sont suffisamment portées par (et dans) les collectivités ?**

Je ne peux répondre à cette question qu'à titre personnel. Il y a des avancées qu'on ne peut nier. La plupart des collectivités mettent en avant des missions à l'égalité femmes/hommes, sous des formes diverses. La Région a confié à Cécile Cukierman une délégation à l'Egalité hommes-femmes. Ce n'est pas une vice-présidence régionale comme je l'aurais souhaité, mais c'est un premier pas. La Région a apporté un réel soutien financier et logistique à notre initiative " Femmes en Révolutions". La quinzaine pour l'égalité représente un temps fort important. Reste à inscrire la dynamique des droits des femmes en constante confrontation constructive avec les autres dimensions des transformations politiques et sociales en cours ( travail , santé, formation, égalité des droits...). Cela dépend beaucoup trop encore du volontarisme de certaines élues... En progrès, peut mieux faire, pour résumer!!!!

<http://femmes-en-revolution.blogspot.com>